

## **COMMUNIQUE DE LA DIRECTION GENERALE DU GROUPE BSIC**

La Direction Générale du Groupe de la Banque Sahélo Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC) porte à l'attention du public qu'une malencontreuse situation a conduit à la publication d'un arrêté d'expulsion du Directeur Général de BSIC Centrafrique.

A la suite d'échanges fructueux, les autorités centrafricaines ont signé l'arrêté ci-dessous n° 10/MISP/DIRCAB/SP23 du 20 mai 2023 rapportant et abrogeant les dispositions de l'arrêté n°09/MISP/DIRCAB/SP23 du 17 mai 2023.

MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA  
SECURITE PUBLIQUE  
\*\*\*\*\*  
DIRECTION DE CABINET  
\*\*\*\*\*  
SECRETARIAT PARTICULIER  
\*\*\*\*\*



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE  
Unité - Dignité - Travail  
\*\*\*\*\*

N° 010 /MISP/DIRCAB/SP.23.-

### **ARRETE**

RAPPORTANT LES DISPOSITIONS DE L'ARRETE  
N°009/MISP/DIRCAB/DGPN/SP DU 17 MAI 2023 PORTANT EXPULSION  
DU TERRITOIRE CENTRAFRICAIN D'UN RESSORTISSANT ETRANGER

### **LE MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE**

- Vu La Constitution de la République Centrafricaine du 30 mars 2016 ;
- Vu La Loi N° 08.016 du 20 Mai 2008, Portant Statut Spécial de la Police Centrafricaine ;
- Vu L'Ordonnance n°85.017 du 26 juin 1985, Règlementant le Séjour des Etrangers en République Centrafricaine ;
- Vu Le Décret n°13.311 du 02 avril 2013, portant placement de la Gendarmerie Nationale sous l'autorité du Ministère de la Sécurité, de l'Emigration-Immigration et de l'Ordre Public ;
- Vu Le Décret N°16.218 du 30 mars 2016, portant promulgation de la Constitution de la République Centrafricaine ;
- Vu Le Décret N°16.0033 du 11 Janvier 2016, fixant les règles d'application de la Loi N°08.016 du 20 Mai 2008, portant Statut Spécial de la Police Centrafricaine et son modificatif subséquent;
- Vu Le Décret N°22.040 du 07 février 2022, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu Le Décret N°22.041 du 09 février 2022, portant confirmation des Membres du Gouvernement;
- Vu Le Décret n°17.236 du 13 juillet 2017, portant Organisation et Fonctionnement de la Direction Générale de la Police centrafricaine ;

Vu Le Décret N°18.154 du 18 juin 2018, portant Organisation et Fonctionnement du Ministère de l'Intérieur Chargé de la Sécurité Publique et fixant les attributions du Ministre ;

SUR RAPPORT DU DIRECTEUR GENERAL DE LA POLICE NATIONALE

### ARRETE

- Art 1<sup>er</sup> :** Sont et demeurent rapportées les dispositions de l'Arrêté n°009/MISP/DIRCAB/DGPN/SP du 17 mai 2023, portant expulsion du territoire Centrafricain d'un ressortissant étranger, en ce qui concerne Monsieur **DIALLO MAMADOU PETHE**, âgé de 62 ans, de nationalité guinéenne.
- Art 2 :** Les Directeurs Généraux de la Gendarmerie Nationale et de la Police Nationale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente instruction.
- Art 3 :** Le présent Arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Bangui, le 20 MAI 2023

Le Ministre de l'Intérieur et de la  
Sécurité Publique,



Contrôleur Général

**Michel Nicaise NASSIN**

#### Ampliations :

PRCE.....ATCR  
PMCG.....ATCR  
MFB.....1  
MAEPCE.....1  
MISP/DIRCAB.....1  
DGPN.....1  
DGGN.....1  
INT/CHRONO.....2

La Direction Générale tient à remercier les plus Hautes autorités de la République Centrafricaine, en particulier SE Monsieur le Ministre des Finances & du Budget et SE Monsieur le Ministre de l'Intérieur & de la Sécurité publique pour le règlement ainsi intervenu.

Le Directeur Général Mamadou Péthé DIALLO régulièrement nommé par les instances habilitées reste en fonction comme Directeur Général de BSIC Centrafrique.

Le Groupe BSIC réaffirme son engagement à continuer d'exercer ses activités afin de contribuer au financement de l'économie et à une meilleure inclusion financière en République Centrafricaine.

Le Groupe BSIC qui a comme actionnaires les Etats membres de la CENSAD, rassure ses partenaires et sa clientèle de son attachement au strict respect des règles qui gouvernent son activité en particulier en matière de conformité. Le dispositif de Contrôle Interne du Groupe décliné au sein de ses filiales permet à travers un cadre de gestion du risque de non-conformité de se conformer à la réglementation internationale et aux lois en vigueur dans tous les pays où la banque s'est installée.